

Communiqué du 12/06/2012 - Communiqué commun SUD-Étudiant - FSE

Le changement pour l'université se fera par la lutte !

Le mercredi 16 mai, la députée Geneviève FIORASO, PDG depuis 2004 de la SEM-Minatec Entreprises (nanotechnologies), a été nommée ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche au sein du gouvernement social-libéral de Jean-Marc Ayrault. C'est donc une politicienne avertie couplée d'une représentante du patronat français et d'une recherche soumise aux lobbies industriels qui prend le poste de Laurent Wauqiez. **Les figures changent, mais les politiques, elles, tiennent le cap**

. En matière d'université et de recherche, la campagne annonçait déjà une continuité avec la vision de la droite, les débuts de la ministre le confirment. Son cabinet est majoritairement composé de partisan de la loi LRU, comme par exemple Lionel Collet, ancien Président de la CPU qui a participé activement à la mise en place de cette loi, ou encore Philippe Aghion, qui a rédigé pour Valérie Pécresse plusieurs rapports vantant les mérites du modèle ultra-élitiste anglo-saxon et prônant la sélection au Master 1.

La nouvelle ministre soutient que « depuis cinq ans, les universités, les organismes de recherche et tout leur personnel ont été bousculés par des changements insuffisamment concertés. Il est donc urgent de rétablir le dialogue en confiance

. » Elle compte apporter des modifications sur les questions de « collégialité » pour la gestion des universités... La Fédération Syndicale Etudiante tient à mettre en garde les étudiant-e-s : le problème n'est pas le manque de dialogue, le problème est la politique fondamentalement similaire à la précédente que va mener la nouvelle ministre, c'est-à-dire une politique basée sur la marchandisation des savoirs, la sélection sociale et la méritocratie, en changeant quelque terminologie, mais pas le fond.

La défense d'une université publique, gratuite et laïque appelle non pas à quelques apports conjoncturels

mais a un changement de cap structurel

pour stopper les processus de privatisations et de casse du service public qui ont été particulièrement accrus avec la droite au pouvoir. Ces politiques ont des noms, et certaines

d'entre-elles ont été élaborées par le PS. Elles découlent toutes du processus européen de Bologne, dont l'objectif est la soumission de la connaissance et de la recherche au système capitaliste néolibérale etc. Elles ont des instigateurs : l'OCDE, l'OMC et l'Union Européenne. Aujourd'hui, leur abrogation est indispensable !

Vouloir une université publique, gratuite et démocratique impose également de **s'attaquer aux problèmes quotidiens auxquels nous sommes toutes et tous confronté-e-s**

à des degrés divers pendant nos études, et qui sont les premières causes de l'échec et de la sélection sociale : la précarité étudiante et son corollaire, le salariat étudiant, qui représente plus d'un-e étudiant-e sur deux ; les problèmes de non accès aux soins ; l'inégalité devant le savoir et l'institution universitaire. Pour cela, il faut redonner toute sa place au service public du Crous, augmenter en nombre et en montant les bourses sur critères sociaux et les étendre sur 12 mois, permettre à toutes et tous d'accéder au logement étudiant public en rénovant les logements insalubres et en construisant les chambres en cités U nécessaires, assurer un financement entièrement public aux universités, embaucher et titulariser les personnels toutes catégories confondues, et extraire l'université de l'idéologie néolibérale qui consiste à ne la voir que comme l'antichambre du monde du travail et une source potentielle de profit.

Alors que la ministre va rapidement recevoir dans ses bureaux les dirigeant-e-s des organisations corporatistes comme la FAGE, mais aussi des organisations qui se réclament du syndicalisme comme l'UNEF. La Fédération Syndicale Etudiante tient là encore à avertir l'ensemble des étudiant-e-s

qu'il n'y a rien à attendre des organisations cogestionnaires pour défendre nos droits et nos intérêts

. Le président de l'UNEF appartient à la même famille politique que la ministre, ce qui est aussi le cas pour la quasi-totalité des cadres de cette organisation. L'Unef n'a jamais été opposée à la loi LRU. Au contraire, elle l'a négociée via Bruno Julliard, ancien Président de l'Unef et actuel membre du cabinet du ministre de l'Education. Leur indépendance vis-à-vis du pouvoir ministériel est infime, sinon inexistante. Or, sans indépendance, on ne peut ni critiquer ni combattre les réformes qui seront mises en place. Les étudiant-e-s doivent pouvoir s'organiser en toute autonomie des syndicats liés au pouvoir politique pour pouvoir mener leurs propres combats, et à ce titre, nous les appelons à investir le syndicalisme de lutte. Nous les appelons également à mettre en échec les organisations corporatistes et cogestionnaires qui vont aujourd'hui redoubler d'efforts pour encadrer, détourner, et tuer dans l'œuf les contestations étudiantes.

Pour une université et une recherche publique, gratuite,

critique et populaire ! !

Organisons la solidarité et imposons par nos luttes nos revendications !